



DÉCISION N° M_DEC2407_068

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de MONTIVILLIERS**,

VU :

- Le budget de l'exercice 2024 ;
- Le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122,22 ;
- La délibération n°2022.10/122 du Conseil Municipal du 10 octobre 2022, relative aux délégations accordées à Monsieur le Maire par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

COSIDÉRANT :

- que la Préfecture de Seine Maritime a présenté une requête contre la ville de Montivilliers, enregistrée au greffe du tribunal administratif de Rouen le 21/06/2024 ;
- que par cette requête, notifiée le 02/07/2024 à la ville de Montivilliers, la préfecture de la Seine Maritime demande l'annulation de la délibération M_DL231211_174 du 11 décembre 2023 relative à un contrat de prêt à usage en faveur de Monsieur et Madame PELTIER, pour motif d'illégalité ;
- qu'il convient de défendre la légalité de la délibération M_DL231211_174 du 11 décembre 2023 de la ville de Montivilliers adoptée à l'unanimité par son Conseil Municipal.

DÉCIDE :

De défendre les intérêts de la commune de Montivilliers dans cette affaire devant le tribunal administratif de Rouen et tous ordres ou degrés de juridiction ;

De désigner à cette fin, Maître Anne TUGAUT, du cabinet EKIS AVOCATS, 157 boulevard de Strasbourg, 76600 LE HAVRE, pour représenter la commune de Montivilliers dans cette affaire;

De conclure à cette fin la convention d'honoraires.

Imputation budgétaire

Exercice : 2024

Sous-fonction et rubriques : 61 Interventions économiques transversales

Nature et intitulé : 6227 Frais d'actes et contentieux

A Montivilliers,

Par délégation du Conseil Municipal,

**Le Maire,
Jérôme DUBOST**

